

# Représentation d'une société à compter de la publication de la clôture de sa liquidation au registre du commerce et des sociétés


**Lire les conclusions de :**

**Thierry Besse**

Conclusions du rapporteur public

## DÉCISION DE JUSTICE

---

CAA Lyon, 2ème chambre – N° 14LY03897 – SCI JeanMare – 19 novembre 2015 – C+  


## INDEX

---

### Mots-clés

Représentation, Liquidation, Indivision

### Rubriques

Fiscalité

## Résumé Conclusions du rapporteur public

## Résumé

<sup>1</sup> Si la personnalité d'une société dissoute subsiste aussi longtemps que ses droits et obligations à caractère social ne sont pas liquidés, cette société ne peut plus, à compter de la publication de la clôture de la liquidation au registre du commerce et des sociétés, qui entraîne l'achèvement du mandat de son liquidateur amiable et, a fortiori, de sa radiation dudit registre, être représentée que par un mandataire ad hoc nommé à cet effet par la juridiction compétente (1). Si la dissolution de la société a fait naître entre les anciens associés une situation d'indivision légale, ce qui aurait pu justifier que, venant aux droits de la SCI Jeanmare, cette indivision, représentée par l'ensemble des propriétaires indivis, et donc des anciens associés, ait introduit une instance, la requête, ainsi au demeurant que la demande devant le tribunal, a été introduite par la SCI (2).

<sup>2</sup> (1) Cf. CE, 12 décembre 2014, Société Euro-Car SPRL, 356871, Aux Tables pour le cas d'une société commerciale. CE, 21 novembre 2011, N° 340777, aux Tables pour le cas d'une société civile.

<sup>3</sup> Rappr. CE 2 juin 2010 n° 322267, Turkmenian, aux Tables pour la régularité de la procédure d'imposition.

<sup>4</sup> (2) Cf. Sol. Contr. CE, 31 juillet 2009, N° 290971, aux Tables pour le cas d'une société en participation. CE, 21 novembre 2011, N° 340777, aux Tables pour le cas d'une société civile.

# Conclusions du rapporteur public

**Thierry Besse**

Rapporteur public à la cour administrative d'appel de Lyon

DOI : [10.35562/alyoda.6226](https://doi.org/10.35562/alyoda.6226)

(...)

Le ministre des finances oppose à la requête d'appel de la SCI Jeanmare une fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité à agir des associés tenus aux dettes sociales de la société, qui ont présenté la requête d'appel pour la SCI Jeanmare.

En cas de dissolution d'une société civile, comme en l'espèce, pour un des motifs prévus à l'article 1844-7 du code civil, s'ouvre une phase de liquidation de la société, prévue par l'article 1844-8 du code civil (« La dissolution de la société entraîne sa liquidation. »), laquelle a pour objet de préparer et faciliter le partage. Il s'agit pour le liquidateur, librement désigné par les associés, de terminer les opérations en cours, recouvrer les créances, éteindre le passif et transformer l'actif en numéraires. A l'expiration de cette phase de liquidation, les associés sont convoqués pour recevoir les comptes définitifs et donner leur quitus au liquidateur. Les comptes définitifs et la décision des associés sont déposés au greffe du tribunal de commerce et le liquidateur peut alors demander la radiation de la société au registre du commerce et des sociétés. En vertu du décret du 3 juillet 1978, l'avis de radiation est alors publié au Bodacc (bulletin officiel des annonces civiles et commerciales).

Dans notre affaire, il résulte de l'instruction, et notamment des éléments résultant du site Infogreffes ainsi que des extraits du Bodacc produits par l'administration fiscale, que la phase de liquidation a démarré en 2005, avant de s'achever deux années plus tard, la SCI Jeanmare ayant été radiée du registre du commerce et des sociétés le 21 novembre 2007, cette radiation ayant donné lieu à une publication au Bodacc le 8 février 2008.

La radiation du registre du commerce est intervenue en cours de contrôle, antérieurement à la notification à la SCI des deux propositions de rectification portant l'une sur l'année 2004, l'autre sur les années 2005 et 2006 et avant, bien entendu, le dépôt par la société de ses réclamations, puis de ses demandes devant le Tribunal administratif de Grenoble et, enfin, avant l'introduction de sa requête d'appel.

La société n'était pour autant pas dépourvue de toute possibilité d'action contre les impositions mises en recouvrement à son encontre. Tant le juge judiciaire (Cass. com., 26 janvier 1993, n° 132, Hemmler et autres ; Cass. com., 10 décembre 1996, Mazzuco c/ Benhayoune) que le juge administratif ([CE, 21 novembre 2011](#)).

N° 340777 aux Tables pour le cas d'une société civile, ; CE,  
12 décembre 2014, Société Euro-Car SPRL, N° 356871, aux Tables,  
pour le cas d'une société commerciale), jugent en effet que la  
personnalité morale d'une société radiée du registre du commerce  
subsiste aussi longtemps que les droits et obligations à caractère  
social, notamment ceux liés aux instances en cours, ne sont pas  
liquidés.

7  
Encore faut-il, que la société requérante soit représentée par une  
personne ayant qualité pour le faire. Après la liquidation de la  
société, ni le gérant, ni le liquidateur ni les associés ne peuvent  
représenter ou engager la société. Pour les sociétés civiles ou les  
sociétés commerciales, un créancier qui entend faire valoir ses droits  
ou la société qui entend les défendre doit faire désigner par le juge  
un mandataire ad hoc à l'effet de représenter la société (Cass.  
Comm., 18 janvier 2000, Cass. Civ ;, 24 janvier 2008, Société Malraux  
Auto, n° 07-10748 ; Cass. civ., 31 mai 2000, *Bull. civ.* III n° 120).

8  
S'agissant des sociétés civiles, le Conseil d'Etat adopte toutefois une  
position plus souple. Comme l'indiquait Laurent Olléon dans les  
conclusions sur la décision Gazeau précitée, la désignation judiciaire  
d'un mandataire ad hoc n'est pas la seule voie ouverte. Lorsque la  
personnalité morale de la société a disparu après la clôture de la  
liquidation, les associés deviennent copropriétaires indivis des  
éléments de l'actif social restant après apurement des dettes.  
Appliquant la théorie du mandat résultant des articles 1984 et 2010  
du code civil, Laurent Olléon proposait, et il fut suivi sur ce point,  
d'admettre que les associés puissent désigner un mandataire pour les  
représenter lors d'opérations intéressant la société après la  
dissolution (CE, 31 juillet 2009 N° 290971, pour une société en  
participation et M.X. précité pour une SCI) .

9  
Dans notre affaire, la requête est présentée pour la SCI par ses  
associés tenus aux dettes sociales. Si cette formulation est quelque  
peu ambiguë, de sorte qu'elle peut faire hésiter, vous relèverez qu'ils  
n'agissent pas à titre personnel. Il n'est par ailleurs justifié à ce stade  
d'aucun mandat de représentation.

10  
La fin de non-recevoir ayant été expressément opposée en défense, et  
la SCI n'ayant pas justifié de ce que la requête aurait été présentée  
par une personne ayant qualité pour le faire, vous pourrez faire droit  
à la fin de non-recevoir opposée par le ministre et rejeter la requête  
d'appel comme irrecevable.

11  
(...)